

Déclaration de la commission d'enquête des finances sur le compte Refugee Strike Berlin de Antirassistische Initiative Berlin (ARI)

Nous, les signataires, Harald Glöde (Borderline Europe), Bruno Watara (Bündnis gegen Lager Berlin/Brandenburg), Christina Martin (Migrationsrat Berlin/Brandenburg) et Biplab Basu (Reach Out), membres de la commission d'enquête chargée d'examiner les documents du compte bancaire ouvert par Antirassistische Initiative (ARI) au nom des réfugiés d'Oranienplatz, déclarons:

A l'invitation de ARI, nous avons examiné et vérifié les relevés bancaires du compte qui a été ouvert et géré pour et par les réfugié.e.s de Oranienplatz (Refugee Strike). Nous avons eu l'accès le plus complet à tous les documents: relevés bancaires quotidiens, justificatifs de virements et preuves de tous les mouvements de dons de personnes privées sur ce compte. Outre cela nous avons eu accès à toutes les factures, par exemple d'électricité ou des frais d'essence pour les voyages en Italie, et pouvions les comparer avec les relevés bancaires. Nous avons pris connaissance des échanges par mail entre ARI et le « groupe financier » pour chaque virement effectué par ARI aux compagnies engagées par Oranienplatz, et, avons conclu de la validité de ces virements en regard de leurs factures respectives. Tout ceci sous la promesse de ne divulguer aucuns noms ou détails concernant les donatrices et donateurs.

Après un long et rigoureux examen de tous ces documents, nous en sommes arrivés à la conclusion suivante:

Le compte de dons Refugee Strike a été parfaitement géré par ARI. Ils ont gardé méticuleusement tous les justificatifs des crédits et débits de ce compte.

Une carte de retrait a été mise à la disposition du «groupe financier» par la banque pour les besoins quotidiens du fonctionnement de Oranienplatz (nourriture pour les réfugié.e.s comme pour quelques militant.e.s soutenant Oranienplatz et quelquefois pour des invités; coûts de transports, des lumières provisoires, etc.). Cette carte était utilisée par les membres d'un "groupe financier". Ce groupe financier était élu par les réfugié.e.s elles/eux-mêmes. Le ou la responsable du groupe financier a retiré de l'argent à des distributeurs automatiques. Une liste détaillée des achats et des dépenses de cet argent liquide est gardée par les personnes responsables. Il nous a été dit que cette liste a été rendue disponible pour pouvoir être examinée. Nous avons été informés que cette liste peut être demandée et contrôlée sur demande aux personnes responsables. Pour autant ceci n'est pas le rôle de ARI de vérifier et de contrôler les réfugié.e.s membres du groupe financier. Ce n'est pas non plus le rôle de ARI d'examiner les individus membres du «groupe financier» autonome et de décider des besoins quotidiens et de la consommation de Oranienplatz. C'est pourquoi ce n'était pas non plus le rôle de cette commission puisque nous étions chargés d'examiner le rôle de ARI.

Puisque nous avons dû subir l'épreuve de devoir commencer par douter de ARI en scrutant et vérifiant tous les documents concernant ce compte, nous trouvons nécessaire de dire quelques mots sur cette campagne discriminatoire scandaleuse contre le mouvement de lutte des réfugié.e.s en premier lieu, contre quelques individus en particulier et aussi contre ARI; campagne initiée par des gens malavisés et manipulés par les médias.

Ce genre de campagne apporte du discrédit à un mouvement avec un énorme succès et sans précédents à Berlin. Ce mouvement de réfugié.e.s a donné l'élan à de nombreux mouvements sociaux et politiques récents à travers toute l'Allemagne. Il est devenu un symbole de lutte et de solidarité dans toute l'Allemagne et au-delà.

Sous le prétexte de slogans comme "Nous-voulons-la-vérité", certaines personnes sont en train d'agir, en connaissance de cause ou pas, volontairement ou involontairement, contre le

mouvement et ses revendications. Ils et elles jouent le jeu de celles et ceux qui depuis le début sont opposé.e.s au camp et à ses revendications et le sont toujours maintenant.

Nous vous appelons toutes et tous à vous abstenir de répandre des rumeurs et à travailler ensemble à l'expansion du mouvement.

Harald Glöde (Borderline Europe)

Bruno Watara (Bündnis gegen Lager Berlin/Brandenburg)

Christina Martin (Migrationsrat Berlin/Brandenburg)

Biplab Basu (Reach Out)

Avril 2014